

L'Université de Birzeit continue de perdre son corps professoral international puisque Israël persiste dans sa politique discriminatoire

14 novembre 2019



Les restrictions accrues sur le droit de l'université de Birzeit à embaucher et à conserver des professeurs internationaux sont maintenues pour l'année universitaire 2019-2020. Israël a fait grimper ce que l'on peut interpréter comme une politique dont le but ultime est l'élimination de toute présence de professeurs internationaux dans les universités palestiniennes.

Nos 14.800 étudiants sont rentrés en classe le 4 septembre alors que manquait un tiers de leurs professeurs internationaux, les autorités israéliennes ayant refusé leur

entrée ou les ayant obligés à partir en leur refusant tous moyens viables pour rester dans le pays ou y revenir. Le statut des professeurs internationaux capables de s'en sortir sur le campus demeure extrêmement précaire ; 60 % d'entre eux ont des visas périmés ou à expiration prévue avant la fin du premier semestre. En bref, à part une poignée de formateurs bénéficiant d'une bourse et de programmes d'un gouvernement étranger, tous nos professeurs internationaux actuellement dans le pays sont sous la menace constante d'une expulsion.

La poursuite de cette politique par Israël menace de vider de leur professorat international les classes et les campus palestiniens. Le nombre de nos professeurs internationaux continue de chuter tandis que nos départements et nos programmes ne peuvent maintenir la possibilité de recruter encore des professeurs internationaux. L'année dernière, plus de douze de nos programmes universitaires ont été affectés négativement par cette politique destructrice ; beaucoup d'entre eux sont maintenant encore plus compromis.

L'université de Birzeit continuera de défier la politique discriminatoire et destructrice d'Israël qui est en infraction avec le droit international et tous les standards universellement acceptés de la liberté académique. Avec le soutien des organisations palestiniennes de défense des droits de l'Homme, Adalah et Al-Haq, nous progressons dans notre contestation juridique. Nous appelons la communauté internationale à remplir ses obligations en s'assurant qu'Israël maintienne ces standards et, plus généralement, le droit des Palestiniens à l'éducation.



Le 23 septembre, les étudiants de l'université de Birzeit ont organisé un sit-in sur le campus pour exprimer leur solidarité avec leurs professeurs internationaux dans le cadre de la campagne de l'université pour le Droit à l'Éducation. L'exigence des étudiants était simple, raisonnable et forte : « Nous Voulons Nos Professeurs avec Nous. »

Nous sommes reconnaissants envers les associations académiques internationales, les associations des droits de l'Homme, et les universitaires qui, dans le monde entier, ont entrepris des actions pour soutenir nos efforts pour maintenir la souveraineté académique de l'université de Birzeit et notre droit à avoir des professeurs internationaux. Les réseaux académiques à travers le monde, qui représentent des milliers de professeurs et enseignants universitaires se sont joints à nous au cours de ces derniers mois pour protester contre l'agression d'Israël contre les institutions palestiniennes d'enseignement supérieur. Dans une lettre aux autorités israéliennes exigeant la fin de cette politique injuste, le Réseau des Universitaires en Danger a écrit :

« L'échange international d'idées est au coeur de la vie académique. Le droit à la liberté académique et à sa composante qu'est la liberté d'expression – qui comprend la 'liberté de chercher, recevoir et partager les informations et les idées de toutes sortes, sans tenir compte des frontières' – sont sous la protection des standards internationaux des droits de l'Homme, dont l'Article 19 de la Convention Internationale des Droits Civiques et Politiques, à laquelle Israël est partie. Les professeurs internationaux dans des universités telles que BZU non seulement sont profitables aux universités dans lesquelles ils travaillent, mais représentent par ailleurs le développement à long terme d'un système d'éducation supérieure plus large et plus ouvert. »

Pareillement, dans sa déclaration aux autorités israéliennes, l'Association Américaine d'Anthropologie a souligné que :

« En tant qu'organisation, nous nous sommes engagés envers la liberté académique et, en tant qu'universitaires, nous pouvons directement témoigner des bénéfices et des valeurs de l'enseignement supérieur. Nous vous appelons donc à faire en sorte que ces professeurs puissent obtenir l'autorisation d'entrer et reçoivent des visas pour la durée de leurs contrats de travail, et que les restrictions académiques, qui font qu'il est exagérément difficile pour les étrangers de travailler dans les institutions académiques de Palestine, soient immédiatement abolies. »

Nous vous demandons de continuer à entreprendre des actions et à exiger qu'Israël cesse d'empêcher les professeurs internationaux d'aller à Birzeit et autres universités palestiniennes, politique qui frappe au coeur des droits fondamentaux des Palestiniens à l'éducation, à la liberté académique et au développement.

Pour plus d'informations, contactez :

.Carmen Keshek, université de Birzeit, ckeshek@birzeit.edu,
+972.59.856.4789

.Bassam Almohor, Al-Haq, bassam@alhaq.org, +972.52.458.4273

.Mati Milstein, Adalah (anglais), mati@adalah.org,
+972.58.778.1437

.Rami Haider, Adalah (arabe), rami@adalah.org,
+972.55.885.8867

.Ari Remez, Adalah (hébreu), ari@adalah.org, +972.54.307.7311

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Université de Birzeit](#)